



Axes stratégiques de la cité éducative de Strasbourg 2020-2022

1/ Contexte

En termes démographiques, le périmètre de la cité éducative de Strasbourg (QPV de Neuhof-Meinau et Elsau) couvre :

- une population de 21814 habitants
dont 43% sont âgés de moins de 25 ans (37% sur la Ville de Strasbourg)
dont 28% sont âgés de moins de 15 ans (17% sur la Ville de Strasbourg)
- 4 collèges, 15 écoles élémentaires, 15 écoles maternelles soit 8340 élèves, et 4 lycées de rattachement
- objectif cible de la cité éducative : 10524 jeunes

2/ Les enjeux

Les principaux enjeux repérés lors de la phase d'élaboration de la candidature sont déclinés ci-après :

- Favoriser l'entrée dans la vie collective dès le plus jeune âge : 260 élèves sont inscrits dans les toutes petites sections de maternelle
- Améliorer les taux de scolarisation : Les taux de scolarisation des 15/24 sont faibles : 50,4 % sur Neuhof-Meinau, 61,3 % sur l'Elsau contre 80,6 % sur Strasbourg.
- Lutter contre les sorties précoces du système scolaire : 27,4 % sur l'Elsau, 26,8 % sur la Meinau, jusqu'à 41,1 % sur le Neuhof.
- Développer la maîtrise de la langue française : 21.2 % de la population du QPV de Neuhof Meinau est d'origine étrangère, 23.8% pour le QPV de l'Elsau
- Lutter contre l'évitement des établissements scolaires : l'indice d'attractivité est de – 3.3 points sur les établissements scolaires en QPV et de +3.3 sur les autres établissements
- Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes : le taux de chômage des jeunes est respectivement de 33% sur Neuhof Meinau et de 25% sur l'Elsau

3/ Les axes stratégiques

La réponse portée par les différentes parties prenantes du projet de cité éducative repose sur des principes d'intervention forts, qui prévalaient déjà dans le cadre du Contrat de Ville de l'EMS :

- promouvoir une éducation à 360 degrés
- permettre la continuité éducative de 0 à 25 ans
- réduire les inégalités notamment dans le domaine de la santé, de l'accès aux droits, et de l'insertion professionnelle
- tout en s'inscrivant pleinement dans les politiques de droit commun , laisser la place à l'innovation

Le projet global s'élève sur 3 ans, à 9347800 euros, pour 56 actions. La demande de crédits au titre du CGET sur les fonds des cités éducatives s'élève à 6 425 060 euros s'articule autour de trois axes stratégiques :

1. Axe 1 : construire une offre éducative globale et ambitieuse dans un cadre partagé,

S'inscrivent dans cet axe, l'appui au développement et à l'épanouissement de l'enfant, du jeune et de sa famille, dès le plus jeune âge :

A ce titre, les points forts observés sont l'émergence de parcours d'excellence au sein des quatre réseaux d'éducation prioritaire de la cité éducative: de l'école maternelle à l'entrée au lycée, il s'agira de capitaliser sur les points forts et les opportunités tels que sur l'Elsau, le projet éducatif participatif et solidaire porté par le Conseil départemental, la présence du CREPS, ou sur Neuhof/Meinau le projet de relocalisation du collège, la collaboration étroite avec l'espace culturel Django Reinhart et sur les deux territoires la richesse du partenariat associatif organisé autour des Centres socio-culturels de la Meinau, du Neuhof, de l'Elsau, de la Montagne Verte.

La toute petite enfance fait l'objet d'une attention particulière avec le soutien de la CAF et des services dédiés de la Ville de Strasbourg tant pour travailler sur les conditions d'accueil des jeunes enfants que pour accompagner la parentalité. Les lignes directrices de cette action sont inscrites dans l'histoire de la Ville qui dispose d'une délégation de compétence du Conseil départemental en la matière. Les actions proposées sont construites dans le cadre partagé constitué par le schéma départemental de services aux familles récemment renouvelé pour 2020-2022, copiloté par la Caisse d'Allocations Familiales, le Conseil départemental, et le Préfet.

Pour régénérer la pratique en ce domaine, priorité est donnée à une démarche de design de politique publique pour mieux ajuster les parcours d'apprentissage tout en prenant compte de l'environnement dans lequel ils se situent.

Le projet comprend des actions/formations/accompagnements pour développer le bien-être à l'école et les compétences psychosociales des élèves/enseignants/autres acteurs éducatifs pour créer et maintenir le meilleur cadre de vie possible en classe et à l'extérieur. Il s'agit ici de renforcer le lien avec l'Agence Régionale de Santé.

En terme d'insertion professionnelle, les acteurs directement en charge des politiques de l'emploi se sont largement mobilisés autour de projets ambitieux (DACIP, FOCAL, 100% inclusion). La concertation s'effectue entre les acteurs dans le cadre du Service Public de l'Emploi de Proximité. La marge de progrès identifiée est l'identification des décrocheurs scolaires et leur mobilisation ultérieure par le travail convergeant des associations implantées au cœur des quartiers (Centres socio-culturels, associations de prévention spécialisées, clubs sportifs...) La mise en place de référents de parcours est travaillée dans le cadre du Service Public de l'Insertion avec un focus spécifique sur le public jeune de la cité éducative

2. Axe 2 : développer une politique de co-éducation impliquant les familles et les autres parties prenantes,

S'inscrivent dans cet axe, l'accompagnement des acteurs éducatifs et le renforcement de leurs compétences.

C'est la montée en compétence des acteurs éducatifs avec en premier lieu celle des parents qui est principalement visée dans cet axe avec un plan ambitieux de formation des acteurs (qui fait l'objet des premiers engagements de crédits au titre de 2019 pour les cités éducatives).

Il s'agira également de mettre à profit toutes les ressources disponibles pour partager et faire vivre les valeurs de la République pendant tous les temps de la vie de l'enfant en s'appuyant sur la notion d'engagement initiée dès le plus jeune âge, notamment au travers de projets sportifs.

3. **Axe 3 : renforcer l'attractivité des établissements scolaires,**

S'inscrit dans cet axe le développement d'une communication valorisante et inclusive .

Sur ce point, c'est l'affirmation d'une identité positive de chacun des établissements qui est recherchée avec la valorisation des parcours d'excellence positionnés au sein de chacun des territoires de la cité éducative, et qui seront proposés de l'école élémentaire au collège. L'obtention de labels (Génération 2024, développement durable) contribuera largement à cet objectif. Le renforcement et l'extension des partenariats culturels, participent également à la valorisation de la cité éducative.

4/ l'Evaluation

L'élaboration d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs sur la base d'un partage de données entre les différents institutionnels sera le premier travail de l'observatoire de la réussite éducative. Toutefois, ainsi que la Ville de Strasbourg l'a déjà expérimenté dans le cadre du PEL, la méthode d'évaluation devra également identifier des marqueurs de progrès sur les processus eux-mêmes de coopération entre les acteurs. Cet enjeu est également pris en compte dans la démarche de design de politique publique évoquée ci-dessus.